

**CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES**

Séance plénière du mardi 27 juin 2006 à 9 h 30

« *Evolution des pensions, minimums et niveau de vie des retraités* »

<b>Document N°9</b>
<i>Document de travail, n'engage pas le Conseil</i>

Les retraités dans les enquêtes Budget de Famille

*INSEE*

*Note pour le Conseil d'orientation des retraites  
N°027/DG75-F340 du 5 mai 2006*

**Direction des Statistiques Démographiques et Sociales**  
Département des Prix à la Consommation, des Ressources  
et des Conditions de Vie  
Division "Conditions de vie des ménages"

**NOTE**

Dossier suivi par :  
Vanessa BELLAMY  
Tél. : 01 41 17 55 10  
Fax : 01 41 17 51 11  
Messagerie : vanessa.bellamy@insee.fr

Paris, le 05 mai 2006  
N°027 /DG75-F340

**Objet** : les retraités dans les enquêtes Budget de Famille

L'enquête « Budget de famille » est réalisée auprès de la population des ménages ordinaires<sup>1</sup>. Elle vise à reconstituer la totalité des dépenses et des revenus du ménage. Les consommations sont relevées, soit au niveau du ménage, soit grâce à des carnets individuels. Elles sont ensuite regroupées par ménage et annualisées. Il n'est ainsi pas possible de savoir ce que l'individu achète lui-même ou pour lui-même (ce qui n'aurait pas forcément de sens puisque nombre de biens achetés par une seule personne sont partagés entre les membres du ménage). 10 305 ménages métropolitains ont été interrogés pour l'enquête BdF de 2001.

Afin de comparer la consommation de ménages de compositions différentes, on divise la dépense du ménage par le nombre d'unités de consommation, calculé comme suit : la personne de référence a un poids de 1, les autres personnes de 14 ans ou plus ont un poids de 0,5 et les enfants de moins de 14 ans, un poids de 0,3<sup>2</sup>.

Le calcul des dépenses par unité de consommation permet :

- de comparer les ménages de compositions différentes ;
- de considérer que ces consommations par unité de consommation sont des indicateurs du niveau de vie de la population étudiée.

Lorsque cela était possible, nous avons essayé de comparer les résultats de l'enquête de 2001 avec ceux de 1995. Dans cette note, pour simplifier l'écriture, on appliquera au ménage la situation de la personne de référence. Ainsi, on parlera de ménage « retraité » lorsque la personne de référence est à la retraite.

---

<sup>1</sup> Ainsi, les personnes retraitées vivant en institutions (maisons de retraites, de repos, hôpitaux...) n'ont pas été interrogées, ce que l'on pourra garder à l'esprit lors de l'interprétation de certains résultats.

<sup>2</sup> La notion de *revenu équivalent* (terminologie anglo-saxonne) ou *revenu par unité de consommation*, parfois aussi appelé *niveau de vie*, permet de comparer la situation de ménages différents en les ramenant à une référence commune, le cas d'un adulte vivant seul. On procède de manière similaire pour la consommation.

La répartition des différentes catégories de ménages est la suivante pour les enquêtes de 2001 et 1995 en France métropolitaine.

	2001	1995
Actifs en emploi	57,4%	56,4%
Actifs au chômage	5%	5,5%
Retraités	32,7%	34,5%
Autres	4,9%	3,6%
Total	100%	100% <sup>3</sup>

Pour plus de détails concernant le champ, voir l'annexe1. Par la suite, on étudiera la consommation des ménages correspondants, pour les actifs en emploi, les actifs au chômage, et les retraités, la catégorie « Autres » nous semblant regrouper trop de situations hétérogènes.

Concernant les ménages où la personne de référence a été définie comme retraitée en 2001:

- 41 % sont composés d'une personne seule, et 50 % de deux personnes ;
- 57 % ont une personne de référence de 70 ans ou plus, et 16 % de 80 ans ou plus ;
- dans 34 % des cas, la personne de référence est une femme (ce qui est le cas pour 25 % de l'ensemble des ménages métropolitains).

---

<sup>3</sup> Nombre total de ménages ayant répondu à la fois aux questions concernant les revenus ET les dépenses.



## La consommation des ménages où la personne de référence est à la retraite

Les ménages de France métropolitaine ont dépensé en moyenne 14 136 € par unité de consommation en 2001 (champ de la comptabilité nationale<sup>4</sup>). Les ménages « retraités » ont dépensé 1 626 € de moins par unité de consommation pour la même année, soit 12 510 €, ce qui les place entre les ménages d'actifs en emploi (15 721 €) et d'actifs au chômage (10 369 €) [tableau 1].

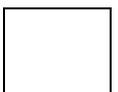
**Tableau 1**  
**Dépense moyenne en euros par unité de consommation et par an**  
**selon la situation de la personne de référence**

	Ensemble des ménages	Retraités	Actifs en emploi	Actifs au chômage
C01 PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES	2346	2587	2318	1795
C02 BOISSONS ALCOOLISEES ET TABAC	426	350	470	463
C03 ARTICLES D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	891	548	1132	654
C04 LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, ET COMBUSTIBLES	2501	2381	2575	2312
<i>dont C0411 LOYERS REELS DES LOCATAIRES</i>	1270	754	1491	1511
<i>dont C045 ELECTRICITE, COMBUSTIBLES LOGEMENT</i>	783	1037	673	583
C05 AMEUBLEMENT, EQUIPEMENT ET ENTRETIEN MENAGER	912	960	953	495
C06 SANTE	641	788	606	385
<i>dont C061 PRODUITS ET APPAREILS THERAPEUTIQUES</i>	228	293	206	170
<i>dont C062 CONSULTATIONS EXTERNES</i>	405	484	394	209
C07 TRANSPORTS	2195	1458	2757	1477
<i>dont C071 ACHAT DE VEHICULES</i>	1009	716	1268	568
<i>dont C072 UTILISATION DE VEHICULES PERSONNELS</i>	965	623	1207	736
<i>dont C073 SERVICES DE TRANSPORT</i>	218	117	278	165
C08 COMMUNICATIONS	406	355	437	379
C09 LOISIRS ET CULTURE	1189	946	1381	850
C10 ENSEIGNEMENT	50	5	73	21
C11 RESTAURANTS ET HOTELS	924	494	1235	518
C12 AUTRES BIENS ET SERVICES	1655	1638	1784	1020
C13 DEPENSES HORS CHAMP DE LA COMPTA NAT	4301	3220	5343	2160
<i>dont C131 IMPOTS ET TAXES</i>	1590	1582	1779	659
<i>dont C132 GROS TRAVAUX</i>	656	643	723	334
<i>dont C133 REMBOURSEMENT DE PRETS</i>	1584	517	2343	873
Consommation totale au sens de la compta nat (C01 à C12)	14136	12510	15721	10369
Consommation totale (C01 à C13)	18437	15730	21064	12529

Source : enquête Budget de famille 2001, données pondérées, France métropolitaine.

Note : les loyers pris en comptes sont les loyers réels des locataires, les loyers imputés n'entrent pas dans le calcul. Les remboursements de prêts sont comptabilisés hors du champ de la comptabilité nationale (en C133).

<sup>4</sup> La définition de la consommation finale des ménages dans la comptabilité nationale exclut notamment les impôts et taxes, les gros travaux et les intérêts d'emprunt.



En structure, les trois postes agrégés (champ de la comptabilité nationale) qui différencient fortement les consommations des ménages sont (tableau 2):

- les produits alimentaires<sup>5</sup> (+4 points par rapport à l'ensemble) : les ménages de retraités sont ceux qui dépensent la plus forte part de leur budget dans la consommation alimentaire, près de 21 %, soit 6 points de plus que les actifs en emploi;
- les transports (-3,9) : les ménages de retraités dépensent moins, en valeur comme en structure, pour les trois postes principaux concernant les transports (achat et utilisation de véhicules, ainsi que l'utilisation de services de transport) ;
- les restaurants et hôtels (-2,6) : en valeur comme en part de la consommation, les ménages de retraités ont les plus faibles dépenses pour ce poste par rapport aux autres catégories étudiées (les ménages d'actifs en emploi dépensent 2,5 fois plus sur ce poste par unité de consommation).

**Tableau 2**  
**Structure des dépenses de consommation**  
**selon la situation de la personne de référence**

	Ensemble des ménages	Retraités	Actifs en emploi	Actifs au chômage
C01 PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES	16,6	20,7	14,7	17,3
C02 BOISSONS ALCOOLISEES ET TABAC	3,0	2,8	3,0	4,5
C03 ARTICLES D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	6,3	4,4	7,2	6,3
C04 LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, ET COMBUSTIBLES	17,7	19,0	16,4	22,3
<i>dont C0411 LOYERS REELS DES LOCATAIRES</i>	9,0	6,0	9,5	14,6
<i>dont C045 ELECTRICITE, COMBUSTIBLES LOGEMENT</i>	5,5	8,3	4,3	5,6
C05 AMEUBLEMENT, EQUIPEMENT ET ENTRETIEN MENAGER	6,5	7,7	6,1	4,8
C06 SANTE	4,5	6,3	3,9	3,7
<i>dont C061 PRODUITS ET APPAREILS THERAPEUTIQUES</i>	1,6	2,3	1,3	1,6
<i>dont C062 CONSULTATIONS EXTERNES</i>	2,9	3,9	2,5	2,0
C07 TRANSPORTS	15,5	11,7	17,5	14,2
<i>dont C071 ACHAT DE VEHICULES</i>	7,1	5,7	8,1	5,5
<i>dont C072 UTILISATION DE VEHICULES PERSONNELS</i>	6,8	5,0	7,7	7,1
<i>dont C073 SERVICES DE TRANSPORT</i>	1,5	0,9	1,8	1,6
C08 COMMUNICATIONS	2,9	2,8	2,8	3,7
C09 LOISIRS ET CULTURE	8,4	7,6	8,8	8,2
C10 ENSEIGNEMENT	0,4	0,0	0,5	0,2
C11 RESTAURANTS ET HOTELS	6,5	3,9	7,9	5,0
C12 AUTRES BIENS ET SERVICES	11,7	13,1	11,3	9,8
Consommation totale au sens de la compta nat (C01 à C12)	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : enquête Budget de famille 2001, données pondérées, France métropolitaine.

Le poste concernant le logement est réparti différemment selon la situation de la personne de référence. Ce poste, auquel les ménages retraités consacrent près de 20 % de leurs dépenses (champ de la comptabilité nationale), est réparti à l'inverse des autres types de ménages entre les loyers réels et les dépenses de combustibles et d'électricité. Les ménages

<sup>5</sup> Hors autoconsommation.



retraités dépensent plus de 1 000 € par an et par unité de consommation (soit plus de 8 % du budget) pour l'électricité et les combustibles<sup>6</sup>, mais « seulement » 754 € pour les loyers, puisqu'ils sont plus souvent propriétaires de leur résidence (1 491 € pour les actifs en emploi et 1 511 € pour les actifs au chômage).

Les dépenses de santé des ménages dont la personne de référence est retraitée sont plus élevées que dans les autres types de ménages étudiés. Les ménages de retraités dépensent deux fois plus, en valeur, par unité de consommation, que les ménages d'actifs au chômage et 1,3 fois plus que les ménages d'actifs en emploi (tableau 1). Ainsi, les dépenses de santé (hors mutuelles et assurances, qui sont comptabilisées dans « Autres biens et services ») représentent plus de 6 % des dépenses par unité de consommation des ménages retraités (tableau 2).

Les dépenses hors du champ de la comptabilité nationale varient considérablement entre l'ensemble des ménages et ceux de retraités : si les impôts, taxes et gros travaux sont relativement proches en valeur, le montant des remboursements de prêts par unité de consommation est divisé par 3, passant de 1 584 € pour l'ensemble des ménages à 517 € pour les ménages retraités. Ce sont les ménages d'actifs au chômage qui ont les dépenses les plus faibles hors du champ de la comptabilité nationale.

Parmi les ménages dont la personne de référence est retraitée, on peut réaliser une distinction plus fine selon l'âge de la personne de référence. Dans l'échantillon, on a 208 ménages dont la personne de référence a moins de 60 ans, 1 357, entre 60 et 69 ans, 1 310, entre 70 et 79 ans, et 456, 80 ans ou plus.

Entre les « jeunes » retraités et les ménages où la personne de référence à 80 ans ou plus, le montant des dépenses diminue assez fortement : près de 5 500 € en moins par unité de consommation et par an entre les ménages retraités où la personne de référence a moins de 60 ans et ceux où la personne a 80 ans ou plus (tableau 3 et 4).

**Tableau 3**  
**Dépense moyenne en euros par unité de consommation et par an**  
**selon la situation et l'âge de la personne de référence**

	Ménages retraités moins de 60 ans	Ménages retraités de 60 à 69 ans	Ménages retraités de 70 à 79 ans	Ménages retraités de 80 ans et plus
C01 PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES	2788	2748	2544	2251
C02 BOISSONS ALCOOLISEES ET TABAC	657	416	292	235
C03 ARTICLES D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	943	663	481	305
C04 LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, ET COMBUSTIBLES	2666	2434	2251	2490
<i>dont C0411 LOYERS REELS DES LOCATAIRES</i>	608	778	684	935
<i>dont C045 ELECTRICITE, COMBUSTIBLES LOGEMENT</i>	1057	1032	1021	1082
C05 AMEUBLEMENT, EQUIPEMENT ET ENTRETIEN MENAGER	1172	931	883	1154
C06 SANTE	641	737	834	843
<i>dont C061 PRODUITS ET APPAREILS THERAPEUTIQUES</i>	310	224	331	351
<i>dont C062 CONSULTATIONS EXTERNES</i>	329	505	488	477
C07 TRANSPORTS	2771	1863	1272	504
<i>dont C071 ACHAT DE VEHICULES</i>	1456	862	679	193

<sup>6</sup> Les personnes âgées possèdent des logements dont la surface par habitant est plus importante que la moyenne. Cela pourrait expliquer en partie ces dépenses élevées de combustibles et d'électricité.



<i>dont C072 UTILISATION DE VEHICULES PERSONNELS</i>	1054	847	507	239
<i>dont C073 SERVICES DE TRANSPORT</i>	257	151	85	71
C08 COMMUNICATIONS	417	383	335	321
C09 LOISIRS ET CULTURE	1355	1150	851	567
C10 ENSEIGNEMENT	11	10	0	0
C11 RESTAURANTS ET HOTELS	661	545	429	480
C12 AUTRES BIENS ET SERVICES	1819	1758	1625	1325
C13 DEPENSES HORS CHAMP DE LA COMPTA NAT	6659	3522	2830	2258
<i>dont C131 IMPOTS ET TAXES</i>	2413	1577	1539	1396
<i>dont C132 GROS TRAVAUX</i>	1836	685	558	328
<i>dont C133 REMBOURSEMENT DE PRETS</i>	1807	784	257	91
Consommation totale au sens de la compta nat (C01 à C12)	15901	13638	11797	10475
Consommation totale (C01 à C13)	22560	17160	14627	12733

Source : enquête Budget de famille 2001, données pondérées, France métropolitaine.

**Tableau 4**  
**Structure des dépenses de consommation**  
**selon la situation et l'âge de la personne de référence**

	Ménages retraités moins de 60 ans	Ménages retraités de 60 à 69 ans	Ménages retraités de 70 à 79 ans	Ménages retraités de 80 ans et plus
C01 PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES	17,5	20,1	21,6	21,5
C02 BOISSONS ALCOOLISEES ET TABAC	4,1	3,1	2,5	2,2
C03 ARTICLES D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSENTS	5,9	4,9	4,1	2,9
C04 LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, ET COMBUSTIBLES	16,8	17,8	19,1	23,8
<i>dont C0411 LOYERS REELS DES LOCATAIRES</i>	3,8	5,7	5,8	8,9
<i>dont C045 ELECTRICITE, COMBUSTIBLES LOGEMENT</i>	6,6	7,6	8,7	10,3
C05 AMEUBLEMENT, EQUIPEMENT ET ENTRETIEN MENAGER	7,4	6,8	7,5	11,0
C06 SANTE	4,0	5,4	7,1	8,0
<i>dont C061 PRODUITS ET APPAREILS THERAPEUTIQUES</i>	1,9	1,6	2,8	3,4
<i>dont C062 CONSULTATIONS EXTERNES</i>	2,1	3,7	4,1	4,6
C07 TRANSPORTS	17,4	13,7	10,8	4,8
<i>dont C071 ACHAT DE VEHICULES</i>	9,2	6,3	5,8	1,8
<i>dont C072 UTILISATION DE VEHICULES PERSONNELS</i>	6,6	6,2	4,3	2,3
<i>dont C073 SERVICES DE TRANSPORT</i>	1,6	1,1	0,7	0,7
C08 COMMUNICATIONS	2,6	2,8	2,8	3,1
C09 LOISIRS ET CULTURE	8,5	8,4	7,2	5,4
C10 ENSEIGNEMENT	0,1	0,1	0,0	0,0
C11 RESTAURANTS ET HOTELS	4,2	4,0	3,6	4,6
C12 AUTRES BIENS ET SERVICES	11,4	12,9	13,8	12,6
Consommation totale au sens de la compta nat (C01 à C12)	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : enquête Budget de famille 2001, données pondérées, France métropolitaine.

La baisse de consommation la plus importante concerne les transports. Avant 60 ans, les dépenses en transport s'élèvent à 2 771 € par UC et par an (soit plus de 17 % du budget du ménage). Ce montant diminue progressivement pour ne plus représenter que 504 € par UC et par an (5 % du budget environ) pour les ménages de retraités de 80 ans ou plus.

Le poste concernant les dépenses de logement est particulier : avec l'âge, la part de ce poste dans l'ensemble du budget augmente fortement. En valeur, les ménages où la personne de



référence a 80 ans ou plus dépensent largement plus pour les loyers que les autres ménages. Aux âges élevés, on peut penser que les ménages sont probablement plus souvent locataires de leur lieu d'habitation que les ménages de retraités plus jeunes. Si les dépenses de combustibles restent stables avec l'augmentation de l'âge, leur part dans le budget global s'accroît. La part de plus en plus importante allouée avec l'âge à l'ameublement, l'équipement et l'entretien ménager s'explique probablement par le fait que ce poste comprend les services domestiques tels que les gardes malade à domicile, les services de gardiennage ou jardinage, ainsi que les femmes de ménages ou les aides sociales.

Toutes les dépenses hors du champ de la comptabilité nationale diminuent avec l'âge : elles sont divisées par trois entre les groupes d'âges extrêmes. Tous les postes sont concernés, mais les remboursements de prêts, sont, assez logiquement presque réduits à 0 pour les ménages dont la personne de référence, retraitée, a 80 ans ou plus.

A l'heure actuelle, un travail d'harmonisation des nomenclatures des dépenses entre 1995 et 2001 est en train d'être effectué (les nomenclatures utilisées dans les deux enquêtes sont différentes). Nous pourrions, dans les prochains mois, compléter cette étude de la consommation par des comparaisons entre les deux enquêtes.

## Opinion des ménages vis-à-vis de leur situation

L'enquête BdF comporte des questions d'opinion sur la situation financière du ménage. Ces questions sont posées à la personne de référence le plus souvent et reflètent l'opinion de l'ensemble du ménage.

Deux questions seront étudiées ici :

1) « Concernant votre budget actuel, laquelle de ces propositions convient le mieux à votre cas ? » Vous êtes à l'aise / ça va / c'est juste, il faut faire attention / vous y arrivez difficilement.

2) « Finalement, comment pourriez vous qualifier votre niveau de vie actuel ? » Très élevé / Elevé / Moyennement élevé / Moyennement faible / Faible / Très faible.

**Tableau 5**  
**Opinion des ménages sur leur situation financière**  
**selon la situation de la personne de référence en 2001**

	Vous êtes à l'aise	ça va	c'est juste, il faut faire attention	Vous y arrivez difficilement	Total
<b>Ensemble des ménages</b>	11	32,4	43,6	13	100
<b>Retraités</b>	11,2	33,8	47,1	7,9	100
<i>dont ménages retraités moins de 60 ans</i>	<b>15</b>	37,7	39,1	<b>8,2</b>	100
<i>dont ménages retraités de 60 à 69 ans</i>	9,7	33,4	49	7,9	100
<i>dont ménages retraités de 70 à 79 ans</i>	11,2	33,4	47,9	7,5	100
<i>dont ménages retraités de 80 ans et plus</i>	13	34,5	43,7	<b>8,8</b>	100
<b>Actifs en emploi</b>	12,1	34,7	41,7	11,5	100
<b>Actifs au chômage</b>	<b>2,7</b>	9,4	43	44,9	100

Source : enquête Budget de famille 2001, données pondérées, France métropolitaine.

Note : Les cases "en gras" concernent moins de 50 ménages de l'échantillon.



Concernant l'aisance financière, les ménages de retraités ont des opinions sensiblement identiques à celles des ménages dont la personne de référence est en emploi : ces derniers sont 47 % à répondre qu'ils sont à l'aise ou que « ça va », et les ménages de retraités sont 45 % (tableau 5). A l'inverse, les ménages dont la personne de référence est au chômage ne sont que 12 % dans ce cas, et 45 % d'entre eux déclarent « y arriver difficilement ».

Les opinions au sein des ménages dont la personne de référence est à la retraite sont différenciées selon l'âge de celle-ci. Les plus satisfaits de leur situation financière sont les ménages où la personne retraitée a moins de 60 ans : 53 % d'entre eux déclarent qu'ils sont « à l'aise » ou que « ça va ».

**Tableau 6**  
**Opinion des ménages sur leur niveau de vie**  
**selon la situation de la personne de référence en 2001**

	Très élevé	Elevé	Moyennement élevé	Moyennement faible	Faible	Très faible	Total
<b>Ensemble des ménages</b>	<b>0,4</b>	5	52	30,4	9,2	3	100
<b>Retraités</b>	<b>0,5</b>	4,2	50,8	33	9,8	1,7	100
<i>dont ménages retraités moins de 60 ans</i>	<b>0,7</b>	<b>3,7</b>	65,5	<b>21,8</b>	<b>4,7</b>	<b>3,6</b>	100
<i>dont ménages retraités de 60 à 69 ans</i>	<b>0,3</b>	3,7	51,9	33,9	8,5	<b>1,7</b>	100
<i>dont ménages retraités de 70 à 79 ans</i>	<b>0,5</b>	4,3	49,2	34,4	10,2	<b>1,4</b>	100
<i>dont ménages retraités de 80 ans et plus</i>	<b>0,6</b>	<b>5,4</b>	47,2	31,5	13,6	<b>1,7</b>	100
<b>Actifs en emploi</b>	<b>0,4</b>	5,8	57,2	28,6	6,3	1,7	100
<b>Actifs au chômage</b>	<b>0</b>	<b>1,3</b>	19,9	33,6	26	19,2	100

Source : enquête Budget de famille 2001, données pondérées, France métropolitaine.

Note : Les cases "en gras" concernent moins de 50 ménages de l'échantillon.

L'opinion des ménages retraités concernant leur niveau de vie est, là encore, assez proche de celle de l'ensemble des ménages. 12 % des ménages de retraités considèrent leur niveau de vie comme faible ou très faible, contre 8% des ménages actifs en emploi et plus de 45 % des ménages d'actifs au chômage.

Ces questions avaient été posées en 1995, quasiment de la même manière (tableaux 7 et 8).

**Tableau 7**  
**Opinion des ménages sur leur situation financière**  
**selon la situation de la personne de référence en 1995**

	Vous êtes à l'aise	ça va	c'est juste, il faut faire attention	Vous y arrivez difficilement	Total
<b>Ensemble des ménages</b>	9,9	32,5	43,4	14,2	100
<b>Retraités</b>	11,1	34,8	45,1	9	100
<i>dont ménages retraités moins de 60 ans</i>	<b>6,8</b>	26,5	57,2	<b>9,5</b>	100
<i>dont ménages retraités de 60 à 69 ans</i>	11,2	35	44,6	9,2	100
<i>dont ménages retraités de 70 à 79 ans</i>	11,9	37,3	41,9	8,9	100
<i>dont ménages retraités de 80 ans et plus</i>	<b>11,2</b>	32,7	47,5	<b>8,6</b>	100
<b>Actifs en emploi</b>	10,1	33,5	43	13,4	100
<b>Actifs au chômage</b>	<b>2</b>	11,6	39,9	46,5	100

Source : enquête Budget de famille 1995, données pondérées, France métropolitaine.

Note : Les cases "en gras" concernent moins de 50 ménages de l'échantillon.



Entre 1995 et 2001, la part des ménages se déclarant « à l'aise » a augmenté d'un point, celles des ménages dans une situation difficile a diminué d'un point. Ce mouvement est le même, amplifié, chez les actifs : en 2001, moins de ménages d'actifs en emploi pensent que leur situation est difficile par rapport à 1995 (-2 points) ; il en est de même pour les actifs au chômage (-1,6 points).

Les ménages de retraités étaient 9 % en 1995 à considérer que leur situation financière était difficile, soit 1 point de moins qu'en 2001.

**Tableau 8**  
**Opinion des ménages sur leur niveau de vie**  
**selon la situation de la personne de référence en 1995**

	Très élevé	Elevé	Plutôt élevé	Plutôt faible	Faible	Très faible	Total
<b>Ensemble des ménages</b>	<b>0,3</b>	5,3	37,9	39,7	12,7	4,1	100
<b>Retraités</b>	<b>0,1</b>	4,8	35,7	43,9	12,4	3,1	100
<i>dont ménages retraités moins de 60 ans</i>	<i>0</i>	<i>3</i>	36,2	44,8	<b>12,8</b>	<b>3,2</b>	100
<i>dont ménages retraités de 60 à 69 ans</i>	<i>0</i>	5,3	36,6	43,7	11,3	<b>3,1</b>	100
<i>dont ménages retraités de 70 à 79 ans</i>	<b>0,2</b>	<b>4,3</b>	37,8	42,9	11,6	<b>3,2</b>	100
<i>dont ménages retraités de 80 ans et plus</i>	<i>0</i>	<b>5,5</b>	30	45,6	16	<b>2,9</b>	100
<b>Actifs en emploi</b>	<b>0,4</b>	5,9	42,5	37,7	11	2,5	100
<b>Actifs au chômage</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	11,6	38,1	26,2	22,1	100

Source : enquête Budget de famille 1995, données pondérées, France métropolitaine.

Note : Les cases "en gras" concernent moins de 50 ménages de l'échantillon - Le « plutôt » de 1995 a ensuite été remplacé par « moyennement » en 2001.

## Annexe 1 : Délimitation du champ

Afin de simplifier l'analyse, on « qualifie » le ménage selon la situation de la personne de référence. Les variables utilisées reposent sur les déclarations des personnes. Une première variable individuelle peut nous servir à délimiter le champ, c'est la variable d'occupation actuelle de la **personne de référence** (entre parenthèses, on donne l'effectif correspondant dans l'échantillon en 2001).

1. ACTIF EN EMPLOI	(6044)
2. CHOMEUR (inscrit ou non ANPE)	(478)
3. ETUDIANT(E), élève, formation, en stage non rémunéré	(155)
4. MILITAIRE du contingent	(0)
5. RETRAITE(E) (ancien salarié) ou PRE-RETRAITÉ(E)	(2556)
6. RETIRE(E) DES AFFAIRES (agri, arti, comm ...)	(578)
7. AU FOYER (yc congé parental)	(94)
8. AUTRE INACTIF	(400)

Nous avons retravaillé cette nomenclature pour aboutir au tableau ci-dessous. Les chiffres entre parenthèses représentent le nombre de personnes de référence concernées (mais aussi le nombre de ménages dans chaque catégorie), dans l'échantillon puis sur l'ensemble des ménages de France métropolitaine en 2001.

Actifs en emploi	(6044 soit 58,7%	-	14069933	soit 57,4%)
Actifs au chômage	(478 soit 4,6%	-	1214375	soit 5%)
Retraités	(3331 soit 32,3%	-	8028756	soit 32,7%)
Autres	(452 soit 4,4%	-	1209507	soit 4,9%)
Total	(10305 soit 100%	-	24522571	soit 100%)

« Retraité » regroupe ainsi les modalités « Retraité, préretraité », et « Retiré des affaires » de la variable de départ, auxquels nous avons ajouté 197 personnes (de 50 ou plus), qui s'étaient déclarées « Au foyer » ou « Inactives », mais qui touchaient une retraite, une préretraite, une pension de reversion (la plupart des cas), un minimum vieillesse ou une allocation tierce personne. Parmi ces 197 personnes de référence ajoutées, 95% sont des femmes et 70 % d'entre elles ont 70 ans ou plus.

Dans l'enquête de 1995, nous avons effectué les mêmes types de regroupements ; la répartition des ménages de l'échantillon selon la situation de la personne de référence est alors la suivante :

Actifs en emploi	(5786 soit 60,1%)
Actifs au chômage	(513 soit 5,3%)
Retraités	(2998 soit 31,1%)
Autres	(337 soit 3,5%)
Total	(9634 soit 100% <sup>7</sup> )

<sup>7</sup> Nombre total de ménages ayant répondu à la fois aux questions concernant les revenus ET les dépenses.

